



Polémique sur les mesures de pollution en Ile-de-France

ENVIRONNEMENT

Une association critique la stratégie et les mesures du réseau Airparif.

«L'AMPLEUR et les impacts de la pollution atmosphérique sont mal et sous-évalués sur l'agglomération parisienne et les politiques de réduction mises en œuvre sont nettement insuffisantes, au regard des connaissances scientifiques actuelles», affirme dans un communiqué l'association Écologie sans frontière, en présentant les résultats d'une étude réalisée par un bureau d'expertise privé (Horizons). C'est la première fois qu'Airparif, le réseau de mesure de la qualité de l'air en Ile-de-France, se trouve ainsi l'objet d'une attaque aussi directe. Jean Saglio, son président, a réagi dans une lettre ouverte où il conteste le bien-fondé des critiques.

La stratégie de surveillance de la qualité de l'air adoptée par Airparif obéit à la réglementation européenne. Elle associe des stations de mesure, des outils de modélisation et des campagnes de mesure. «Toutes nos données sont consultables sur notre site Internet. Nous n'avons rien à cacher», expli-

que Karine Léger, responsable de la communication d'Airparif.

Fournir des données

Airparif a un statut associatif, comme les 35 autres réseaux de mesure de la qualité de l'air en France, regroupés au sein de la Fédération ATMO. Siègent au conseil d'administration d'Airparif des représentants de l'Etat, des collectivités locales, des industriels et des associations de défense de l'environnement et des consommateurs. La France est le seul pays européen à avoir adopté cette formule qui, selon Karine Léger, offre une garantie de transparence.

Franck Laval, le président d'Écologie sans frontière, dénonce le fait que des alertes ne sont pas déclenchées en Ile-de-France quand les normes européennes sont dépassées comme cela a été le cas, par exemple, pour les particules fines au début du printemps 2007. Airparif rétorque que son rôle consiste seulement à fournir les données et que c'est la préfecture qui a le pouvoir de prendre ce type de décision.

Sur le plan strictement technique, Roger Beaufort, du bureau

d'étude Horizons, relève notamment qu'Airparif n'a installé que quatre stations de mesure de pollution proches du trafic routier hors autoroute. Un chiffre qu'il juge insuffisant comparé aux autres grandes villes européennes comme Barcelone (13), Londres (11), Rome et Milan (10). L'installation d'une station demande un peu plus de deux ans et engage de gros moyens, explique-t-on à Airparif. Quatre nouvelles stations de ce type sont programmées.

Une autre critique concerne la mesure des microparticules (PM 10 et PM 2,5), une pollution dont les méfaits sur la santé ne sont plus contestés. La critique ne vise pas seulement Airparif mais l'ensemble des réseaux français de mesure. En effet, ces derniers ont utilisé jusqu'à la fin 2006 des appareils de mesure en continu qui minimisaient les résultats. L'Europe vient d'imposer un facteur majorant conséquent qui corrige donc une erreur bien réelle. Une décision dont se félicite Philippe Richert, sénateur et auteur d'un rapport sur la qualité de l'air sorti hier à la Documentation française.

YVES MISEREY

